LIVRE BLANC

Quatre mois d'action Gouvernementale

Gouverner par la légalité, la responsabilité et les résultats

RAJAONARIVELO Herintsalama Andriamasy

LIVRE BLANC

Quatre mois d'action gouvernementale :

Gouverner par la légalité, la responsabilité et les résultats

Préface

Au moment où j'ai été appelé à assumer la responsabilité de Chef du Gouvernement, notre pays traversait une période à la fois exigeante et décisive de son histoire. Les événements sociaux et politiques de septembre-octobre 2025 ont profondément marqué la nation et exprimé avec force les aspirations légitimes du peuple malagasy : restauration de l'Etat de droit, plus de justice sociale, une gouvernance responsable et des résultats concrets capables d'améliorer les conditions de vie de chaque citoyen.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement que j'ai eu l'honneur de conduire a engagé son action. Le temps qui nous a été accordé - quatre mois et quelques jours - est relativement court dans la vie d'un État. Pourtant, cette période s'est révélée stratégique pour poser les bases d'une nouvelle dynamique de gouvernance, orientée vers l'efficacité de l'action publique, la restauration de la confiance des citoyens et la consolidation de la stabilité nationale.

Dès le début de notre mandat, nous avons fait le choix d'une approche fondée sur la **responsabilité, la transparence et la redevabilité** . L'action gouvernementale s'est structurée autour du **Plan de Mise en Œuvre de la Politique Générale de l'État pour la Refondation (PMO/PGE-R)** , conçu comme un instrument de pilotage stratégique permettant de coordonner les politiques publiques, d'assurer un suivi rigoureux des priorités nationales et de renforcer la culture des résultats au sein de l'administration.

Notre ambition n'était pas seulement de gérer les urgences, mais également d' **engager les premières étapes d'une transformation durable de l'État** ,

capable de répondre aux attentes de la population et de relever les défis économiques, sociaux et institutionnels auxquels notre pays est confronté.

Dans cette perspective, plusieurs priorités ont guidé l'action du Gouvernement :

- la **relance de l'activité économique** et le soutien aux secteurs productifs ;
- la **stabilisation sociale et la protection des populations vulnérables** ;
- le **renforcement de la gouvernance publique et la lutte contre la corruption** ;
- l'amélioration de la **coordination de l'action gouvernementale** et de l'efficacité administrative ;
- lancement du processus de **préparation de la concertation nationale** .

Ces orientations ont été portées par une conviction profonde : **la refondation de notre pays ne peut se réaliser que dans l'unité, la responsabilité collective et le respect des valeurs fondamentales qui fondent notre identité nationale** . Les principes de *Fifanajana* , de *Fihavanana* et de *Fiaraha mientana* ont ainsi constitué les repères essentiels de notre action.

Le présent Livre Blanc a pour vocation de présenter, de manière exhaustive et objective, **le contexte, les orientations, les actions engagées ainsi que les résultats obtenus** au cours de cette période. Il constitue également un exercice de redevabilité envers les citoyens, les institutions nationales et nos partenaires internationaux.
Au-delà du bilan, ce document se veut également un **témoignage de l'engagement du Gouvernement**

en faveur d'une gouvernance responsable , attachée à la performance de l'action publique et à la gestion rigoureuse des ressources de l'État. Il reflète notre volonté de renforcer la confiance entre les institutions et la population, condition indispensable pour construire un avenir commun.

Les défis auxquels Madagascar est confronté demeurent considérables. Cependant, notre pays possède également des **atouts immenses : la richesse de ses ressources naturelles, la vitalité de sa jeunesse, la force de ses valeurs culturelles et la résilience de son peuple** .

C'est en mobilisant ces forces, dans un esprit de dialogue, de responsabilité et de solidarité nationale, que Madagascar pourra poursuivre sa trajectoire vers **un développement durable, inclusif et porteur d'espoir pour les générations futures** .

Je forme le vœu que ce Livre Blanc contribue à nourrir la réflexion collective, à renforcer la culture de la transparence dans la gestion publique et à inspirer les actions futures en faveur de la transformation durable de notre nation.

RAJAONARIVELO Herintsalama Andriamasy
Premier Ministre, Chef du Gouvernement
(20 octobre 2025 – 9 mars 2026)

Résumé exécutif

Au cours des quatre mois et quelques jours qui ont suivi la prise de fonction du Gouvernement, l'action publique a été conduite à un moment clé de son histoire, marqué par de fortes attentes citoyennes et par la nécessité de restaurer la confiance entre les institutions et la population. Cette période, bien que relativement courte à l'échelle de l'action publique, a été mise à profit pour impulser une nouvelle

dynamique de gouvernance fondée sur **la responsabilité, la transparence et les résultats** .

Face aux défis économiques, sociaux et institutionnels auxquels Madagascar est confronté, le Gouvernement a orienté son action autour de **priorités stratégiques clairement définies** , visant à répondre aux préoccupations immédiates de la population tout en posant les bases d'une transformation durable de l'État et de l'économie.

Parmi les **réalisations majeures** de cette période figurent le renforcement de la coordination de l'action gouvernementale, l'engagement de réformes administratives destinées à moderniser l'appareil de l'État, ainsi que la mise en œuvre de mesures visant à améliorer la gouvernance publique, la transparence dans la gestion des affaires publiques et le renforcement de la coopération avec les partenaires techniques et financiers. Ces actions ont été accompagnées d'efforts soutenus pour maintenir la stabilité macroéconomique, soutenir l'activité économique.

En parallèle, le Gouvernement a accordé une attention particulière à la **gestion des priorités sociales** , notamment en matière d'accès aux services essentiels, de dialogue social et de prise en compte des attentes exprimées par les différentes composantes de la société, en particulier la jeunesse. Dans un contexte marqué par des tensions sociales et des défis structurels, ces efforts ont contribué à préserver la stabilité institutionnelle et à renforcer les mécanismes de concertation nationale.

Au-delà des actions immédiates, plusieurs **chantiers structurants** ont été engagés afin de préparer les transformations nécessaires au développement du pays. Ces initiatives portent notamment sur la modernisation de l'administration publique, l'amélioration du climat des affaires, le renforcement de la gouvernance économique et la consolidation des mécanismes de pilotage stratégique de l'action gouvernementale.

Ces premières avancées ont permis de **poser les fondations d'une gouvernance plus efficace et plus orientée vers les résultats** , tout en consolidant le dialogue avec les acteurs nationaux et internationaux engagés dans le développement de Madagascar.

Toutefois, le Gouvernement reste pleinement conscient que les défis auxquels le pays est confronté demeurent considérables. Les contraintes budgétaires, les pressions macroéconomiques et les attentes sociales élevées exigent la poursuite des réformes engagées et le renforcement des capacités de l'État.

A cette fin, les **perspectives à court et moyen terme** visent à approfondir les réformes économiques et institutionnelles, à accélérer les investissements dans les secteurs stratégiques et à renforcer la cohésion sociale autour d'une vision commune du développement national. L'objectif demeure clair : construire un État plus performant, promouvoir une croissance inclusive et durable, et garantir que les fruits du développement bénéficient à l'ensemble des citoyens.
Ce Livre Blanc retrace ainsi les principales actions entreprises par le Gouvernement au cours de cette période charnière. Il se veut également être une contribution à la réflexion collective sur les voies de transformation durable de Madagascar.

Introduction

Ce Livre Blanc retrace une période particulière de la vie institutionnelle de Madagascar : **quatre mois et**

quelques jours d'action gouvernementale conduits dans un contexte à la fois exigeant, sensible et porteur d'espoir .

Lorsque le Gouvernement a pris ses fonctions, le pays traversait une phase marquée par de fortes attentes citoyennes, notamment de la part de la jeunesse. Les mobilisations observées à cette période ont exprimé, avec clarté et responsabilité, une aspiration profonde à **une gouvernance plus efficace, plus transparente et plus attentive aux réalités du quotidien** .

Face à cette situation, l'action gouvernementale a été guidée par une conviction simple mais déterminante : **gouverner, c'est d'abord agir avec responsabilité, écouter avec humilité et produire des résultats concrets pour la population** .

Dans un délai relativement court à l'échelle des politiques publiques, le Gouvernement a choisi d'inscrire son action dans une démarche fondée sur trois principes essentiels :

- **la responsabilité dans la conduite des affaires publiques** ,
- **la transparence dans la gestion de l'État** , et
- **l'efficacité dans la mise en œuvre des politiques publiques** .

Ce Livre Blanc n'a pas vocation à dresser un simple inventaire d'actions administratives. Il constitue avant tout **un exercice de redevabilité démocratique** , visant à rendre compte de manière claire et structurée des décisions prises, des réformes engagées et des résultats obtenus durant cette période. Il témoigne également d'une volonté de **mettre en perspective les efforts entrepris** , de reconnaître les défis qui demeurent et d'ouvrir des perspectives pour la poursuite des transformations nécessaires au développement du pays.

À travers ce document, le Gouvernement souhaite partager avec les citoyens, les institutions nationales et les partenaires internationaux **une lecture transparente et factuelle de son action** , tout en réaffirmant son engagement en faveur d'un État plus efficace, plus responsable et plus proche des préoccupations de la population.

Car au-delà des circonstances et des mandats, **la construction d'un Madagascar plus juste, plus stable et plus prospère demeure une responsabilité collective** , qui appelle l'engagement de tous : institutions publiques, société civile, secteur privé, partenaires internationaux et, surtout, les citoyens eux-mêmes.

1. Contexte national et international de la prise de fonction

La prise de fonction du Gouvernement dirigé par le Premier Ministre RAJAONARIVELO Herintsalama Andriamasy s'est inscrite dans un contexte national singulier, marqué par une phase de mobilisation citoyenne d'une ampleur inédite survenue entre septembre et octobre 2025. Cette période a constitué un moment important dans la vie démocratique du pays, révélant à la fois les préoccupations profondes de la population et les aspirations d'une nouvelle génération à une gouvernance renouvelée.

Ces mobilisations ont été largement portées par une génération de jeunes citoyens - souvent associée à la Gen Z - dont l'engagement civique a traduit un sentiment croissant d'exaspération face aux difficultés socio-économiques du quotidien, aux insuffisances constatées dans certains services publics essentiels et aux attentes accrues en matière de réforme de la gouvernance publique. Par leur ampleur et leur portée symbolique, ces mouvements ont mis en lumière la volonté d'une partie significative de la population, en particulier de la jeunesse, de voir émerger des réponses publiques plus efficaces, plus transparentes et davantage orientées vers les résultats.

À l'origine de ces mobilisations se trouvait notamment une accumulation de tensions et de dysfonctionnements affectant directement la vie quotidienne des citoyens. Parmi les préoccupations les plus fréquemment exprimées figuraient la multiplication des coupures d'électricité et les délestages prolongés, les difficultés d'accès à l'eau potable dans certaines zones urbaines, ainsi que les tensions persistantes au sein du système universitaire, notamment en ce qui concerne les conditions de vie des étudiants.

Progressivement, ces revendications sectorielles ont pris une dimension plus large, intégrant des préoccupations plus structurelles liées à la qualité de la gouvernance publique, à la transparence dans la gestion des affaires publiques et aux perspectives socio-économiques offertes à la jeunesse. Les mobilisations ont ainsi révélé une aspiration collective à un renforcement de la redevabilité des institutions, à une amélioration de l'efficacité de l'action publique et à la création d'opportunités économiques capables de répondre aux attentes d'une population jeune et dynamique.

Dans ce contexte, la nouvelle séquence politique qui s'est ouverte a placé au premier plan la nécessité de restaurer et consolider la confiance entre les institutions de l'État et les citoyens, condition indispensable à la stabilité socio-politique et au développement du pays. Elle a également mis en évidence l'importance de renforcer la cohésion nationale et d'engager des réformes structurantes, capables de répondre aux préoccupations exprimées par la population tout en posant les bases d'une gouvernance plus efficace, inclusive et tournée vers l'avenir.

C'est dans cet esprit que le Gouvernement a entrepris son action, avec la volonté de transformer les aspirations exprimées par la société en un programme d'action publique fondé sur la responsabilité, la transparence et la recherche de résultats tangibles pour l'ensemble de la population, en particulier pour la jeunesse malagasy.

1.1. Situation économique

La situation économique de Madagascar au moment de la prise de fonction du Gouvernement reflétait à la fois des défis structurels de long terme, des tensions conjoncturelles immédiates, des contraintes macroéconomiques et des pressions sociales fortes, tout en offrant des opportunités pour engager des réformes stratégiques. Cette analyse met en lumière les priorités gouvernementales, les arbitrages nécessaires entre dépenses sociales et investissements structurants, et souligne l'urgence d'une gestion transparente, efficace et responsable des ressources publiques, constituant ainsi le cadre pour stabiliser l'économie, soutenir le pouvoir d'achat des ménages et préparer les conditions d'une croissance durable et inclusive.

- **Conjoncture économique nationale** : En 2025, l'économie malagasy affichait une croissance estimée à 3,5 % **,** un niveau insuffisant pour absorber le chômage croissant des jeunes et répondre pleinement aux besoins de la demande sociale. L'inflation, autour de 7,8 % **,** a eu un impact direct sur le pouvoir d'achat des ménages, accentuant les tensions sociales et la perception de fragilité économique. Parallèlement, les finances publiques restaient sous pression, avec des recettes limitées et une dette publique représentant environ 45 % du PIB, ce qui réduisait considérablement la marge de manœuvre de l'État pour financer ses priorités stratégiques. Cette situation a souligné l'urgence d'une gestion rigoureuse, transparente et orientée vers les résultats.

- **Situation budgétaire de l'État et contraintes macroéconomiques** : La gestion budgétaire nécessitait un équilibre délicat entre la mobilisation des ressources publiques, le financement des investissements structurants et le soutien aux dépenses sociales urgentes. Les arbitrages ont été d'autant plus complexes que l'État devait répondre à des crises sectorielles (délestages, difficultés d'accès à l'eau, tensions universitaires) tout en respectant les engagements vis-à-vis des partenaires internationaux et en garantissant la stabilité macroéconomique. La priorité a été donnée à la mise en œuvre d'investissements ciblés, capables de stimuler l'activité économique tout en apportant des réponses immédiates aux besoins sociaux.

- **Pressions sur les dépenses sociales et investissements stratégiques** : L'État devait concilier des dépenses sociales croissantes - en santé, éducation et

protection sociale - avec la nécessité de poursuivre des investissements structurants dans les infrastructures, l'énergie et l'eau. La tension entre financement des besoins immédiats et projets à long terme a constitué un élément central dans la définition des priorités gouvernementales, nécessitant une approche coordonnée, fondée sur l'efficacité, la transparence et la responsabilité dans l'allocation des ressources publiques.

1.2. Situation sociale

La situation sociale à Madagascar au moment de la prise de fonction du Gouvernement reflétait un ensemble de défis structurels et conjoncturels ayant un impact direct sur le bien-être des citoyens et la cohésion sociale. Ces défis ont été exacerbés par des tensions conjoncturelles et mises en exergue notamment par les mouvements sociaux de septembre-octobre 2025, exprimant des attentes fortes en matière d'amélioration des conditions de vie et de réformes concrètes.

1.2.1. Pouvoir d'achat et vulnérabilité sociale

▪ Une **part importante de la population disposait de revenus insuffisants** pour couvrir les besoins essentiels, exposant les ménages à une précarité quotidienne.

▪ La **hausse des prix des produits alimentaires et des services publics** a aggravé cette vulnérabilité,

accentuant les tensions sociales et le sentiment d'insécurité économique.

▪ Cette situation a souligné la nécessité de mesures visant à **protéger le pouvoir d'achat des ménages vulnérables** et à renforcer la résilience des populations face aux chocs économiques.

1.2.2. Emploi et défis liés à la jeunesse

▪ Le **taux de chômage des jeunes urbains** atteignait environ **25 %** , avec une concentration particulièrement élevée parmi les diplômés universitaires, limitant leur insertion professionnelle et leurs perspectives d'avenir.

▪ Le manque d'opportunités économiques pour la jeunesse a été un **facteur central du mouvement social de la Gen Z** , qui a exprimé son exaspération face à la lenteur de la réponse de l'État et au manque de perspectives concrètes pour son avenir.

▪ Cette situation a mis en évidence la nécessité de politiques ciblées pour **favoriser l'emploi des jeunes** , développer l'entrepreneuriat et renforcer l'adéquation entre formation et besoins du marché.

1.2.3. Accès aux services sociaux essentiels

▪ L'accès à des services de qualité en **santé, éducation, eau et énergie** restait limité, avec des inégalités importantes selon les zones géographiques.

▪ Dans les zones urbaines, une **grande majorité de quartiers** subissaient régulièrement des **coupures**

d'électricité , perturbant la vie quotidienne et l'activité économique.

▪ Plusieurs quartiers **des grandes villes** du pays ont été confrontés à des **pénuries prolongées d'eau potable** , révélant les limites structurelles des services publics et des infrastructures existantes.

▪ Dans le secteur universitaire, les **infrastructures insuffisantes** et les **retards dans le versement des bourses** ont alimenté le mécontentement estudiantin et contribué à la mobilisation sociale.

Les insuffisances susmentionnées ont mis en lumière **l'urgence d'une action gouvernementale coordonnée, planifiée et orientée vers des résultats tangibles** , capable de:

restaurer la confiance des citoyens ;
améliorer l'accès aux services essentiels ; et
répondre aux attentes exprimées par la jeunesse et l'ensemble de la population.

1.3. Environnement politique et institutionnel

L'environnement politique et institutionnel à la prise de fonction du Gouvernement reflétait une **situation complexe** , marquée par des tensions sociales et économiques significatives, nécessitant un pilotage stratégique et une gouvernance efficace pour répondre aux attentes de la population et assurer la cohésion nationale.

1.3.1. Coordination entre institutions et gouvernance publique

▪ Les crises sociales et économiques ont mis en évidence **l'importance d'une coordination efficace des politiques publiques** , articulée autour de la Primature et de ses structures de pilotage stratégique.

▪ La **synergie entre ministères, agences publiques, services déconcentrés et collectivités territoriales** s'est révélée essentielle pour garantir la cohérence des actions et la rapidité des réponses face aux urgences.

▪ La capacité du Gouvernement à générer des **résultats tangibles** dépendait directement de cette coordination, permettant de transformer les orientations politiques en programmes opérationnels et impactants pour la population.

1.3.2. Attentes citoyennes et pression sociale

▪ Les mouvements sociaux de septembre-octobre 2025 ont exprimé des attentes claires et structurées : **transparence, redevabilité, lutte contre la corruption et gouvernance orientée vers les résultats** .

▪ La jeunesse, en particulier, a exprimé son impatience face à la lenteur perçue dans la mise en œuvre des réformes et à la persistance de dysfonctionnements dans les services publics essentiels.

▪ Cette situation a souligné la nécessité d'un **dialogue permanent avec les citoyens** , assorti d'une

communication transparente sur les actions gouvernementales et les progrès réalisés.

1.3.3. Importance du rôle du Premier Ministre et des structures de la Primature

▪ Le Premier Ministre a joué un **rôle central dans le pilotage stratégique** , coordonnant l'ensemble des actions gouvernementales pour assurer la cohérence, la rapidité et l'efficacité des décisions.

▪ Les structures de la Primature ont été mobilisées pour :

superviser la mise en œuvre du **PMO/PGE-R** (Programme de Mise en œuvre de la Politique Générale de l'État pour la Refondation),

piloter le **Delivery Unit** , instrument clé chargé de la gestion des crises majeures, y compris les catastrophes naturelles et les urgences sociales,

assurer la **coordination interministérielle** , garantissant que les priorités gouvernementales soient traduites en actions concrètes et mesurables.

▪ Cette approche a permis de **renforcer la capacité de l'État à répondre aux attentes sociales** , à gérer les tensions et à restaurer progressivement la confiance des citoyens dans les institutions.

1.4. Environnement international

L'environnement international au moment de la prise de fonction du Gouvernement malagasy présentait

un ensemble de défis et d'opportunités stratégiques qui ont directement influencé les choix de politique économique et sociale. La conjoncture mondiale et les relations avec les partenaires régionaux et internationaux ont ainsi constitué des facteurs déterminants pour l'orientation de l'action gouvernementale.

1.4.1. Conjoncture économique mondiale

▪ L'économie mondiale se caractérisait par **une forte volatilité des marchés financiers et des prix des matières premières** , ainsi que par des pressions inflationnistes persistantes.

▪ Ces facteurs ont eu des répercussions directes sur l'économie malagasy, notamment:

L'augmentation des coûts d'importation , affectant les prix des biens et services de première nécessité ; et
La contrainte sur le financement des projets publics , en particulier dans les secteurs stratégiques tels que l'énergie, l'eau et les infrastructures.

▪ Dans ce contexte, le Gouvernement a dû **concevoir des stratégies de résilience économique** permettant d'absorber ces chocs externes tout en soutenant la croissance et la protection sociale.

1.4.2. Partenariats avec les bailleurs et institutions internationales

▪ À la suite du changement de régime intervenu dans le pays à l'issue des événements de septembre-

octobre 2025, plusieurs partenaires techniques et financiers ont adopté une **approche de prudence institutionnelle** , se traduisant par la **mise en pause temporaire de la mise en œuvre de certains financements et programmes en cours** . Cette situation, observée dans de nombreux contextes de transition politique, visait à permettre aux partenaires d'apprécier l'évolution du cadre institutionnel, la stabilité de la gouvernance publique et les orientations stratégiques du nouveau Gouvernement.

▪ Cette suspension partielle des décaissements et la réévaluation de certains engagements ont eu **des répercussions directes sur le rythme de mise en œuvre de plusieurs projets publics** , notamment dans des secteurs stratégiques tels que les infrastructures, l'énergie, l'accès à l'eau et les programmes sociaux. Elle a également contribué à **accentuer les contraintes budgétaires de l'État** , dans un contexte déjà marqué par des tensions économiques et des attentes sociales élevées.

▪ Toutefois, cette période de transition a également constitué **un moment de clarification stratégique** , mettant en évidence l'importance de renforcer la **crédibilité institutionnelle, la transparence dans la gestion publique et la qualité du pilotage des politiques publiques** . Elle a ainsi souligné la nécessité pour le Gouvernement de consolider les mécanismes de gouvernance, d'améliorer la coordination interministérielle et de garantir une utilisation efficace et responsable des ressources publiques.

▪ Dans ce contexte, le Gouvernement a engagé **un dialogue structuré et constructif avec les partenaires techniques et financiers** , visant à rétablir un climat de confiance, à clarifier les priorités nationales de développement et à présenter les réformes institutionnelles engagées pour améliorer la gestion publique. Ce dialogue a notamment permis de mettre en avant les initiatives de renforcement du pilotage stratégique de l'action gouvernementale, ainsi que les efforts entrepris pour améliorer la

transparence, la redevabilité et l'efficacité de l'action publique.

▪ Cette démarche s'est inscrite dans une volonté claire de **réaffirmer l'engagement du pays en faveur des principes de bonne gouvernance, de responsabilité budgétaire et d'alignement des financements sur les priorités nationales** , afin de favoriser la **reprise progressive des programmes de coopération et des financements internationaux** . Elle a également contribué à repositionner la relation avec les partenaires internationaux dans une logique de **partenariat stratégique fondé sur la confiance, le respect mutuel, la performance et les résultats** .

1.4.3. Relations avec les institutions régionales et internationales

▪ À la suite du changement de régime intervenu dans le pays à l'issue des événements de septembre-octobre 2025, certaines organisations régionales et internationales, notamment l'Union Africaine (UA) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ont appliqué les mécanismes prévus par leurs cadres normatifs en matière de gouvernance démocratique et de transitions politiques. Ces dispositions se sont traduites par l'adoption de **mesures institutionnelles temporaires** , incluant la suspension de la participation de Madagascar à certaines instances et la réévaluation de la coopération dans plusieurs programmes régionaux.

▪ Dans le même contexte, plusieurs partenaires internationaux, y compris au sein du système des Nations Unies, ont exprimé des **préoccupations relatives à l'évolution de la situation politique** , appelant à la consolidation du cadre institutionnel et à la préservation de la stabilité politique et

institutionnelle.

▪ Ces décisions ont eu **des effets directs et indirects sur l'environnement diplomatique et économique du pays** . D'une part, elles ont temporairement limité l'accès de Madagascar à certains mécanismes de coopération régionale, plateformes de dialogue politique et instruments de financement liés aux programmes multilatéraux. D'autre part, elles ont contribué à créer un **climat d'incertitude susceptible d'influencer les perceptions des investisseurs et des partenaires internationaux** , dans un contexte déjà marqué par des tensions économiques et sociales internes.

▪ Face à cette situation, le Gouvernement, sous l'impulsion de la Primature, a engagé **une stratégie de normalisation des relations diplomatiques et de réengagement institutionnel** , articulée autour de plusieurs axes :

- le maintien d'un **dialogue régulier et constructif avec les organisations régionales et internationales** ;

- la réaffirmation de l'engagement du pays en faveur des principes de **stabilité institutionnelle fondée sur : le respect des valeurs démocratiques de l'Etat de droit et des droits de l'homme ; une gouvernance responsable ainsi que le respect des cadres régionaux** ; et

- la mise en œuvre de **mesures de réformes et d'initiatives de remise en confiance** visant à faciliter la reprise progressive d'une coopération pleine et entière avec les partenaires régionaux et multilatéraux.

▪ Cette démarche visait à **préserver la crédibilité internationale de Madagascar** , à rétablir les conditions d'une coopération renforcée avec les institutions régionales et internationales, et à garantir que l'intégration du pays dans les dynamiques

régionales demeure un levier essentiel pour la stabilité, l'investissement et le développement durable.

2. Vision et orientations stratégiques du Gouvernement

2.1. Principes directeurs

L'action du Gouvernement s'est structurée autour de principes directeurs destinés à guider la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques dans le cadre du **Plan de Mise Œuvre de la Politique Générale de l'Etat pour la Refondation (PMO/PGE-R)** .

- **Gouvernance responsable et redevable**

Le Gouvernement a placé la **bonne gouvernance** au cœur de son action, en renforçant les mécanismes de transparence, de responsabilité et de redevabilité dans la gestion publique. Dans cette optique, le PMO/PGE-R a été conçu comme un outil de suivi et de coordination stratégique permettant d'améliorer la traçabilité des décisions publiques, de renforcer la culture de résultats et de promouvoir une gestion plus efficace des ressources de l'État. Cette approche vise à consolider la confiance des citoyens, des partenaires nationaux et internationaux dans la capacité des institutions publiques à conduire les

réformes nécessaires au développement du pays.

- **Cohésion nationale et inclusion sociale**

Conscient des tensions sociales et des attentes exprimées par différentes composantes de la société, notamment la jeunesse, le Gouvernement a fait de la **cohésion nationale et de l'inclusion sociale** un principe central de son action. Les politiques publiques ont ainsi été orientées vers la réduction des inégalités, l'amélioration de l'accès aux services sociaux essentiels et la promotion de l'égalité des chances. Le PMO/PGE-R a permis de structurer les interventions gouvernementales de manière à répondre de façon coordonnée aux défis sociaux, tout en favorisant la participation des citoyens et des acteurs locaux au processus de développement.

- **Efficacité et performance de l'action publique**

Dans un contexte de ressources limitées et d'exigences accrues en matière de résultats, le Gouvernement a accordé une priorité particulière à **l'amélioration de l'efficacité et de la performance de l'action publique** . À travers le PMO/PGE-R, l'accent a été mis sur le renforcement de la coordination interministérielle, la clarification des responsabilités institutionnelles et la mise en place d'outils de suivi et d'évaluation permettant de mesurer l'impact des politiques publiques. Cette approche vise à garantir que les priorités gouvernementales se traduisent par des actions concrètes et mesurables au bénéfice de la population.

- **Développement durable et inclusif**

Le Gouvernement a également affirmé son engagement en faveur d'un **modèle de développement durable et inclusif** , capable de concilier croissance économique, protection de l'environnement et amélioration du bien-être des populations. Dans cette perspective, les politiques publiques ont été orientées vers la promotion d'investissements structurants, le soutien aux

secteurs productifs, la valorisation des ressources nationales et la transition vers des pratiques de développement respectueuses de l'environnement. Le PMO/PGE-R constitue, dans ce cadre, un instrument essentiel pour assurer la cohérence des interventions publiques et orienter les investissements vers les secteurs à fort impact économique et social.

2.2. Valeurs fondamentales

La mise en œuvre du Plan de Mise en Œuvre de la Politique Générale de l'État pour la Refondation (PMO/PGE-R) repose sur un socle de **valeurs essentielles** , véritables guides de l'action gouvernementale et fondements de la refondation de la République. Trois valeurs cardinales structurent cet engagement : **Fifanajana, Fihavanana et Fiaraha-mientana** .

- **Fifanajana (Respect mutuel)**

Le **Fifanajana** incarne l'âme du *Fanahy Malagasy* et constitue la pierre angulaire de toute autorité légitime. Il exige que l'exercice du pouvoir soit guidé par le **respect des institutions, de la Constitution, de la parole donnée et de la dignité de chaque citoyen** . Le Gouvernement s'est engagé à promouvoir une **culture d'éthique publique** , où chaque agent de l'État agit avec **honneur, loyauté et sens du devoir** . Le respect des lois et des valeurs humaines est considéré comme le **ciment du vivre-ensemble** et la condition indispensable pour garantir une **gouvernance juste, équilibrée et transparente** .

- **Fihavanana (Solidarité fraternelle)**

Le **Fihavanana** est le cœur spirituel et social de la nation. Il symbolise la **solidarité, la cohésion nationale et la**

paix sociale , valeurs indispensables dans le processus de refondation.

Dans un contexte marqué par des divisions et des inégalités, le Gouvernement s'est attaché à :

Promouvoir le dialogue social et communautaire à tous les niveaux de la société;

Encourager la réconciliation nationale et restaurer la confiance entre citoyens et institutions ;
Valoriser les initiatives locales de coopération et de partage , véritables leviers de stabilité.

Le **Fihavanana** constitue ainsi le moteur de la réconciliation et de la stabilité, fondant la refondation sur **la compréhension mutuelle, l'entraide et l'équité** .

- **Fiaraha-mientana (Participation collective)**

Le **Fiaraha-mientana** traduit l'idée que la refondation est **une responsabilité partagée** . Elle ne peut être l'œuvre d'un gouvernement seul : elle mobilise **l'État, les citoyens, la société civile, le secteur privé et la diaspora** .
Le Gouvernement a favorisé **la concertation permanente, la décentralisation et la participation citoyenne** , en mettant en place des mécanismes inclusifs de dialogue, de suivi et de co-construction locale.

Les **jeunes, les femmes et les communautés locales** sont au cœur de ce processus, afin que chaque voix contribue à **la reconstruction d'un Madagascar fort, juste et uni** , où le développement et la prospérité sont partagés par tous.

2.3. Priorités gouvernementales

Dans le cadre de la mise en œuvre du **PMO/PGE-R** , le Gouvernement a défini un ensemble de priorités stratégiques destinées à répondre simultanément aux défis économiques, sociaux et institutionnels auxquels le pays était confronté. Ces priorités traduisent la volonté d'inscrire l'action publique dans une dynamique de **stabilisation immédiate, de transformation structurelle et de développement durable** , tout en garantissant une meilleure coordination des interventions publiques et une gestion plus performante des ressources nationales.

- **Relance économique et soutien aux secteurs productifs**

La relance de l'activité économique constitue une priorité centrale de l'action gouvernementale. Dans un contexte marqué par des contraintes macroéconomiques et des tensions sociales, le Gouvernement a engagé des mesures visant à **stimuler la croissance, soutenir les secteurs productifs et renforcer la résilience de l'économie nationale** .

À travers le PMO/PGE-R, l'accent a été mis sur la promotion d'investissements structurants, le développement des infrastructures économiques, l'amélioration du climat des affaires et le soutien aux filières stratégiques, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, de l'industrie et des services. Cette orientation vise à créer les conditions d'une **croissance inclusive et créatrice d'emplois** , capable d'offrir de nouvelles perspectives économiques, en particulier pour la jeunesse.

- **Stabilisation sociale et protection des populations vulnérables**

Face aux pressions exercées sur le pouvoir d'achat des ménages et aux défis sociaux observés dans plusieurs secteurs, le Gouvernement a accordé une attention particulière à la **stabilisation sociale et à la protection des populations les plus vulnérables** . Dans ce cadre, des actions prioritaires ont été engagées pour améliorer l'accès aux services

sociaux essentiels, renforcer les mécanismes de protection sociale et soutenir les populations affectées par les difficultés économiques. Le PMO/ PGE-R a permis d'assurer une meilleure coordination des interventions publiques dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'accès à l'eau et à l'énergie, tout en orientant les politiques publiques vers des résultats concrets susceptibles d'améliorer les conditions de vie des citoyens.

- **Renforcement de la gouvernance et lutte contre la corruption**

Le Gouvernement a également fait du **renforcement de la gouvernance publique et de la lutte contre la corruption** une priorité stratégique, considérant que le respect du principe de la légalité et de l'Etat de droit, ainsi que la qualité des institutions constituent un facteur déterminant pour la crédibilité de l'État, la mobilisation des investissements et la confiance des citoyens.

Dans cette perspective, le PMO/PGE-R a intégré des réformes visant à améliorer la transparence dans la gestion publique, renforcer les mécanismes de contrôle et de redevabilité, et promouvoir une culture administrative fondée sur l'intégrité, l'efficience et la performance. Ces efforts s'inscrivent dans une démarche plus large de consolidation de l'État de droit et de modernisation des pratiques de gouvernance, indispensables pour soutenir le développement économique et social du pays.

- **Modernisation de l'État et digitalisation des services publics**

Conscient de la nécessité d'adapter l'administration publique aux exigences contemporaines de performance, d'efficience et de proximité avec les citoyens, le Gouvernement a engagé un processus de **modernisation de l'État** , incluant la simplification des procédures administratives et la digitalisation progressive des services publics.

Dans le cadre du PMO/PGE-R, cette transformation vise à améliorer l'efficacité de l'administration, à réduire les délais et les coûts liés aux démarches administratives et à renforcer la transparence dans la gestion des services publics. La digitalisation constitue également un levier stratégique pour améliorer l'accès des citoyens et des entreprises aux services de l'État, favoriser l'innovation administrative et soutenir la transformation économique du pays.

- **Préparation active de la concertation nationale**

Dans le cadre du PMO/PGE-R, le Gouvernement a engagé une **préparation proactive de la concertation nationale** , afin d'assurer que l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques soient **co-construites avec l'ensemble des parties prenantes** . Cette démarche a consisté à organiser des consultations avec les **ministères, les collectivités territoriales, les partenaires sociaux, le FFKM, la société civile, le secteur privé et la diaspora** , en vue de recueillir leurs visions, besoins et recommandations.

L'objectif est de garantir que les **réformes structurelles, les programmes sectoriels et les investissements stratégiques** reflètent les priorités nationales et bénéficient d'un **large consensus** . Cette concertation vise également à **renforcer la transparence, la redevabilité et la légitimité des décisions gouvernementales** , tout en favorisant la mobilisation des ressources et la participation citoyenne.

Par cette approche inclusive, le Gouvernement entendait **consolider la cohésion nationale** , stimuler l'adhésion à la refondation et assurer que chaque action inscrite dans le PMO/PGE R contribue de manière tangible au **développement durable et à la prospérité partagée** .

2.4. Méthodologie de travail gouvernemental

Afin de garantir une mise en œuvre efficace de ses orientations stratégiques et de traduire les priorités nationales en résultats concrets pour la population, le Gouvernement a adopté une **méthodologie de travail structurée, fondée sur la responsabilité institutionnelle, la coordination interministérielle et la culture de la performance** .

Dans le cadre du **PMO/PGE-R** , cette approche vise à renforcer la cohérence de l'action publique, à améliorer la traçabilité des décisions gouvernementales et à instaurer un système de pilotage stratégique capable de suivre l'avancement des réformes et d'en mesurer l'impact.

- **Lettres de mission ministérielle et suivi des objectifs**

Dans une logique de responsabilisation accrue des membres du Gouvernement, des **lettres de mission ministérielles** ont été établies afin de définir de manière claire les priorités, les objectifs stratégiques et les résultats attendus pour chaque département ministériel.

Ces lettres de mission constituent un instrument central de gouvernance, permettant d'aligner l'action des ministères sur les priorités définies dans le cadre du PMO/PGE-R, tout en facilitant le suivi régulier de la mise en œuvre des engagements gouvernementaux. Elles contribuent également à renforcer la redevabilité institutionnelle et à promouvoir une culture administrative orientée vers l'atteinte de résultats mesurables.

- **Coordination interministérielle et pilotage par résultats**

La complexité des défis économiques et sociaux auxquels le pays est confronté nécessite une **coordination étroite entre les différents départements ministériels et les institutions publiques** . À cet effet, la Primature a renforcé les mécanismes de coordination interministérielle afin d'assurer la cohérence des politiques publiques et d'éviter les chevauchements d'initiatives.

Cette approche repose sur un **pilotage par résultats** , dans lequel les priorités gouvernementales sont traduites en programmes d'action assortis d'indicateurs de performance et de calendriers de mise en œuvre. Elle permet d'améliorer la lisibilité de l'action publique, d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles et d'assurer un suivi régulier des progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes.
Pour certains sujets sensibles, des commissions interministérielles ont été mises en place.

- **Suivi stratégique des réformes et évaluation continue**

Dans le cadre du PMO/PGE-R, le Gouvernement a mis en place un **dispositif de suivi stratégique des réformes prioritaires** , permettant d'évaluer de manière régulière l'avancement des politiques publiques et d'identifier rapidement les éventuels obstacles à leur mise en œuvre.

Ce mécanisme repose sur la production périodique de rapports de suivi, l'analyse des indicateurs de performance et l'organisation de réunions de coordination stratégique au niveau de la Primature. Cette démarche favorise une **gestion adaptative des politiques publiques** , permettant d'ajuster les interventions gouvernementales en fonction des réalités du terrain et des évolutions du contexte économique et social.
Par exemple, les grands projets initiés par l'ancien Gouvernement, les cataclysmes naturels, les cyclones Fytia et Gezani, la guerre au Moyen Orient.

- **Mise en place du Delivery Unit pour la gestion**

des priorités et des crises majeures

Dans le souci de renforcer l'efficacité du pilotage gouvernemental, le Gouvernement a également procédé à la **mise en place d'un Delivery Unit au sein de la Primature** , chargé d'assurer le suivi rapproché des réformes prioritaires et d'appuyer la coordination de l'action publique.

Cette structure joue un rôle central dans la **gestion des priorités stratégiques et des situations de crise** , en facilitant la circulation de l'information, la coordination des réponses institutionnelles et le suivi de la mise en œuvre des décisions gouvernementales. Elle a notamment contribué à renforcer la capacité de réaction de l'État face à des événements majeurs, tels que le passage du **Cyclone Gezani** , en assurant un pilotage opérationnel et une mobilisation rapide des différentes administrations concernées.

À travers cette approche, le Gouvernement entend consolider un mode de gouvernance fondé sur **la réactivité, la coordination et l'efficacité** , afin de garantir que les politiques publiques produisent des résultats tangibles et durables au bénéfice de l'ensemble des citoyens.

3. Actions prioritaires engagées

3.1. Stabilisation économique et gestion des finances publiques

Face aux défis économiques et aux contraintes

budgétaires observés au moment de la prise de fonction du Gouvernement, la stabilisation de l'économie et la consolidation de la gestion des finances publiques ont constitué une priorité immédiate de l'action gouvernementale. Dans un contexte marqué par des pressions macroéconomiques et des attentes sociales importantes, le Gouvernement a engagé une série de mesures visant à **assurer la soutenabilité des finances publiques, renforcer la crédibilité budgétaire de l'État et créer les conditions d'une relance économique progressive et durable** .

- **Mesures de gestion budgétaire et optimisation des ressources publiques**

Le Gouvernement a entrepris des mesures visant à **renforcer la discipline budgétaire et améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources publiques** . Ces efforts ont notamment porté sur la rationalisation des dépenses publiques, la priorisation des investissements stratégiques et l'amélioration des mécanismes de mobilisation des recettes nationales.

Dans cette perspective, une attention particulière a été accordée à la **maîtrise des dépenses non prioritaires** , à l'amélioration de la transparence dans l'exécution budgétaire et au renforcement des mécanismes de suivi et de contrôle des finances publiques. Cette approche vise à garantir que les ressources de l'État soient orientées de manière optimale vers les secteurs à fort impact économique et social.

- **Dialogue renforcé avec les partenaires techniques et financiers**

Conscient de l'importance de la coopération internationale dans le financement du développement, le Gouvernement a engagé un **dialogue renforcé avec les partenaires techniques et financiers** , afin de rétablir un climat de confiance et de consolider les bases d'une

coopération dynamique, constructive et coordonnée.

Ce dialogue a permis de présenter les orientations stratégiques du Gouvernement, de partager les réformes engagées en matière de gouvernance économique et de clarifier les priorités nationales de développement. Il a également contribué à **favoriser la reprise progressive de certains programmes de coopération et à mobiliser des appuis techniques et financiers** en soutien aux efforts de stabilisation économique et de transformation structurelle de l'économie.

- **Elaboration et mise en œuvre de la Loi de Finances Initiale (LFI) 2026 et renforcement de la discipline budgétaire**

L'élaboration et la présentation de la Loi de Finances Initiale (LFI) 2026 se sont déroulées dans un **contexte institutionnel particulièrement exceptionnel** , marqué par un calendrier politique extrêmement serré. En effet, le Premier Ministre a été nommé le **20 octobre 2025** , suivi de la formation du Gouvernement le **28 octobre 2025** , alors même que, conformément aux dispositions constitutionnelles et aux exigences de la procédure budgétaire, le projet de loi de finances devait être **déposé devant les deux chambres du Parlement au plus tard le 31 octobre 2025** .

Dans ces circonstances, le Gouvernement a dû procéder, dans un délai particulièrement restreint, à la **finalisation des arbitrages budgétaires, à la consolidation des propositions ministérielles et à la préparation du projet de loi de finances** , afin de respecter les obligations institutionnelles et de garantir la continuité de l'État. Grâce à une mobilisation rapide et coordonnée des administrations concernées, sous l'impulsion de la Primature et du ministère chargé des finances, le projet de **Loi de Finances Initiale 2026 a pu être élaboré et présenté dans les délais**

constitutionnels requis .

La mise en œuvre rigoureuse de cette loi de finances a ensuite constitué un élément central de la stratégie de stabilisation des finances publiques. Le Gouvernement s'est attaché à assurer une exécution budgétaire conforme aux orientations adoptées, tout en veillant à préserver l'équilibre entre les impératifs de discipline budgétaire et la nécessité de répondre aux priorités sociales et économiques du pays.

Dans ce cadre, des mécanismes de suivi renforcés ont été mis en place afin d'assurer la cohérence entre les allocations budgétaires et les priorités stratégiques définies dans le cadre du PMO/PGE-R. Cette démarche vise à **renforcer la crédibilité de la politique budgétaire de l'État, consolider la confiance des partenaires nationaux et internationaux et créer les conditions nécessaires pour soutenir une croissance économique durable et inclusive** .

3.2. Elaboration et mise en œuvre opérationnelle du PMO/PGE-R

À la suite du partage par le Président de la Refondation de la République de Madagascar de la **Politique Générale de l'État pour la Refondation (PGE-R)** , le Premier Ministre et son Gouvernement ont placé parmi leurs premières priorités **l'élaboration et la mise en œuvre opérationnelle du Programme de Mise en Œuvre de cette politique (PMO/PGE-R)** . Ce document stratégique a été conçu comme un instrument concret visant à traduire les orientations de la PGE-R en **programmes d'actions structurés** , assortis d' **objectifs mesurables** , de **calendriers précis** et de **mécanismes de suivi et d'évaluation** .

Conformément aux dispositions constitutionnelles, le Premier Ministre a présenté le PMO/PGE R devant les deux chambres du Parlement **dans un délai d'un mois suivant sa nomination** , marquant ainsi une étape clé dans la structuration de l'action gouvernementale. Cette démarche a permis d'inscrire l'action de l'exécutif dans un **cadre stratégique clair** , fondé sur **la transparence, la responsabilité et la culture des résultats** , tout en offrant aux institutions nationales, aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'aux citoyens une **vision cohérente et opérationnelle des réformes et priorités engagées pour la refondation et le développement du pays** .

La **mise en œuvre opérationnelle** du PMO/PGE-R a impliqué la définition de **plans d'action sectoriels** , la **priorisation des projets structurants** , l'allocation ciblée des ressources et l' **institutionnalisation de mécanismes de suivi réguliers** pour garantir l'atteinte des résultats. Des équipes dédiées, sous l'autorité de la Primature, ont été mobilisées pour piloter la coordination interministérielle, identifier les goulots d'étranglement et proposer des solutions rapides, assurant ainsi que la politique de refondation ne reste pas théorique mais se traduise en **actions concrètes sur le terrain** .

3.3. Relance économique et stimulation de l'activité productive

Dans un contexte marqué par des défis structurels et conjoncturels, le Gouvernement a engagé des actions prioritaires visant à **relancer l'économie nationale, soutenir les secteurs productifs et créer un environnement favorable à**

l'investissement et à l'emploi .

- **Organisation des Assises Nationales sur la Relance Économique** : Ces assises ont constitué un espace de dialogue stratégique, rassemblant les acteurs publics, le secteur privé, la société civile et les partenaires techniques et financiers, afin de **définir des orientations consensuelles, identifier les secteurs clés à stimuler et coordonner les initiatives de relance** .

- **Appui aux secteurs productifs et promotion de l'investissement** : Le Gouvernement a mis en place des mesures ciblées pour **renforcer la compétitivité des secteurs porteurs** , encourager l'innovation et attirer des investissements nationaux et internationaux, dans une logique de **croissance inclusive et durable** .

- **Soutien à l'entrepreneuriat et partenariats public-privé** : Des programmes ont été initiés pour **favoriser l'émergence de nouvelles entreprises, valoriser les « talents malagasy » ,accompagner les entrepreneurs locaux et encourager les partenariats public-privé** , afin de dynamiser l'économie tout en consolidant le tissu productif national.

- **Développement des infrastructures et programmes de stimulation économique** : La mise en œuvre de projets structurants dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'eau et des télécommunications a été priorisée pour **améliorer le climat des affaires, réduire les coûts de production et stimuler l'activité économique dans l'ensemble du pays** .

Cette approche intégrée a permis au Gouvernement de **combiner mesures immédiates de relance et investissements structurants** , tout en posant les

bases d'une économie résiliente, capable de soutenir l'emploi, d'améliorer le pouvoir d'achat et de renforcer la confiance des citoyens et des investisseurs.

3.4. Amélioration de la gouvernance publique et modernisation de l'Etat

Le Gouvernement a placé la **gouvernance responsable et la transparence** au cœur de son action, reconnaissant leur rôle central pour restaurer la confiance des citoyens et renforcer la crédibilité institutionnelle du pays.

▪ **Renforcement de la transparence et lutte contre la corruption** : Des mesures concrètes ont été engagées **pour redynamiser le Système Anti-Corruption, assurer une gestion rigoureuse des ressources publiques, renforcer la reddition de comptes et lutter contre les pratiques de corruption** , conformément aux principes directeurs de la PGE-R.

▪ **Modernisation administrative et digitalisation des services** : Le Gouvernement a initié des réformes visant à **simplifier les procédures, améliorer l'accès aux services publics et intégrer des solutions numériques** pour accroître l'efficacité, la diligence et la réactivité de l'administration.

▪ **Mise en œuvre du Programme de Mise en Œuvre de la PGE-R (PMO/PGE-R)** : L'exécution opérationnelle du PMO/PGE-R a été conduite avec **une coordination interministérielle renforcée, des objectifs mesurables et un suivi rigoureux** , afin de traduire les orientations stratégiques de la Politique Générale de l'État en actions concrètes, alignées sur les priorités nationales et les attentes des citoyens.

Cette approche intégrée a permis au Gouvernement de **concilier réformes structurelles, amélioration des services publics et renforcement de la transparence** , posant ainsi les bases d'un État moderne, performant et crédible aux yeux de la population et de la communauté internationale.

3.5. Préparation du processus de concertation nationale

Dans le cadre de la refondation institutionnelle et du renforcement du dialogue démocratique, le Gouvernement a engagé une démarche structurée visant à préparer la **Concertation nationale** , conçue comme un espace inclusif de dialogue et de co-construction des orientations stratégiques du pays. Cette initiative vise à mobiliser l'ensemble des forces vives de la nation afin de favoriser un consensus durable autour des réformes nécessaires au développement de Madagascar.

▪ **Planification stratégique et élaboration des outils de pilotage**

Le Gouvernement, à travers les institutions compétentes, a engagé un processus méthodique de planification du Sommet national et des concertations territoriales. Ce travail a permis de définir de manière précise les activités à mener, les besoins logistiques et les ressources nécessaires à la mise en œuvre du processus. Un **guide de la Concertation nationale** ainsi qu'un **programme de travail structuré** ont été élaborés afin d'assurer la cohérence des consultations, l'harmonisation des méthodes de participation et l'efficacité du suivi des résultats.

▪ **Mise en place d'un mécanisme de gouvernance et de coordination du processus**

Afin d'assurer la cohérence institutionnelle et la coordination efficace de la Concertation nationale, le Gouvernement a engagé la création d'un **Comité de Pilotage multi-acteurs** chargé de superviser et d'orienter l'ensemble du processus. Cette instance rassemble les principales institutions de l'État ainsi que des représentants des acteurs sociétaux majeurs, notamment les autorités publiques, les institutions économiques et les organisations représentatives de la société civile.

Ce dispositif de gouvernance vise à garantir une gestion concertée du processus, à assurer le suivi rigoureux des différentes phases de préparation et à veiller à ce que les conclusions des consultations reflètent un **consensus national large et équilibré** .

▪ **Mobilisation des partenaires sociaux et participation de la jeunesse**

Dans une volonté affirmée d'inclusion et de représentativité, le Gouvernement a engagé un dialogue actif avec les partenaires sociaux, les organisations de la société civile et les mouvements de jeunesse. Une attention particulière a été accordée à l'implication de la **Génération Z** , afin de garantir que les aspirations et les préoccupations des jeunes soient pleinement prises en compte dans la réflexion nationale sur l'avenir du pays.
Cette dynamique participative vise à encourager la contribution des jeunes, des femmes et des communautés locales, afin que la Concertation nationale reflète la diversité des réalités territoriales et sociales de Madagascar.

Grâce à cette préparation rigoureuse et à l'engagement des différentes parties prenantes, la Concertation nationale s'inscrit comme un **processus structurant de dialogue démocratique** , destiné à renforcer la cohésion nationale, à consolider la confiance entre les institutions et les citoyens et à poser les bases d'une refondation inclusive et durable du pays.

3.6. Mise en œuvre du programme « *Quick wins* »

Le programme « ***Quick Wins*** » trouve son origine et sa justification dans le constat établi ainsi que dans le recueil des doléances exprimées par la population, et plus particulièrement par la jeunesse, au mois de septembre 2025. Ces remontées ont mis en évidence l'existence de nombreux sujets nécessitant impérativement des réponses rapides et concrètes de la part de l'action publique.
Indépendamment des grandes transformations à engager au nom de la refondation, le Gouvernement a estimé qu'il était urgent et nécessaire de mener, en parallèle, des actions relativement simples à mettre en œuvre. Celles-ci devaient néanmoins s'inscrire dans une volonté ferme d'être présents et actifs dans le processus de refondation, en progressant pas à pas.

La Primature a ainsi sélectionné un certain nombre de programmes susceptibles d'être rapidement opérationnels et capables d'impulser la dynamique nécessaire pour l'ensemble des activités à venir.

▪ La Primature a commencé par réintroduire de manière significative **l'éducation civique** dans les écoles de Madagascar. À cet effet, il a retenu trente thématiques hebdomadaires abordant des sujets allant du respect de la ponctualité, de la propreté et de l'environnement, jusqu'à l'importance d'enseigner chaque lundi, après le salut au drapeau et pendant dix minutes, des thèmes plus innovants tels que l'intérêt de l'épargne ou encore les clés pour réussir sa vie.

▪ La disponibilité du service public, ne serait-ce que dans son volet d'accès à l'information pour tous les citoyens, tenait particulièrement à cœur de la Primature. Dans cette perspective, un projet a été

conçu afin de faciliter les démarches administratives de chacun. L'objectif était d'éviter les allers-retours inutiles, les pertes de temps et, surtout, les situations où les citoyens sont mal orientés vers un service public pourtant compétent pour résoudre un problème précis. C'est dans cet esprit qu'est né **le Yellow Book** , en collaboration avec la plateforme d'information **Ivotoro** .

▪ L'une des revendications récurrentes de la population concernait le manque de transparence. À cet effet, l'ICB a été mis en place, acronyme **d'Indicateur, Cartographie et Baromètre** . Son objectif était de fournir, au nom de la transparence, des informations utiles et accessibles à tous, notamment sur les dépenses publiques, mais aussi de diffuser chaque semaine des informations positives relatives aux activités menées par les différents ministères.

▪ Enfin, dans le cadre global de la lutte contre la corruption, la Primature a choisi de se concentrer sur la corruption du quotidien, celle que les citoyens rencontrent dans les différents services publics. C'est dans cette perspective qu'a été lancé le projet intitulé « **Zone Zéro Corruption** » , visant à signaler qu'un service public s'engage à fonctionner sans pratiques corruptives. Une campagne de sensibilisation a été mise en place, accompagnée d'un dispositif permettant à chaque citoyen de partager son expérience. Ces retours étaient ensuite traités comme des données pouvant servir d'outils d'analyse, de correction ou d'aide à la décision pour les ministères concernés.
Le programme « Zone Zéro Corruption » s'inscrit en cohérence avec les actions menées par le BIANCO, le SAMIFIN et le CSI.
En l'espace de quatre mois, l'ensemble de ces initiatives a pu être mis en place, et leur développement futur apportera des bénéfices encore plus significatifs pour le peuple.

4. Réformes structurelles engagées

4.1. Réformes institutionnelles et renforcement de l'Etat

Le Gouvernement a entrepris des réformes institutionnelles visant à **consolider l'efficacité de l'action publique, améliorer la coordination des politiques et renforcer la capacité opérationnelle des institutions nationales** .

▪ **Renforcement des institutions publiques et coordination gouvernementale** : Des mesures ont été mises en œuvre pour **clarifier les responsabilités, améliorer la synergie entre ministères et organismes publics, et garantir un pilotage stratégique cohérent de l'action gouvernementale** , en s'appuyant sur des mécanismes de suivi et d'évaluation performants.

▪ **Amélioration de la Primature et de ses structures de pilotage** : La Primature a été consolidée comme **centre de coordination stratégique et de décision** , permettant un suivi rigoureux des réformes, l'alignement des actions ministérielles sur les priorités nationales et une meilleure réactivité face aux crises ou enjeux émergents.

▪ **Décentralisation et coordination avec les Services Techniques Déconcentrés (STD) et Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD)** : Le Gouvernement a renforcé **l'articulation entre l'administration centrale et les structures déconcentrées** , afin de **garantir la cohérence des politiques publiques au niveau local, améliorer l'accès aux services essentiels et favoriser une mise en œuvre efficace des réformes dans toutes**

les régions du pays .

Cette approche institutionnelle intégrée a permis de **poser les bases d'un État moderne, efficient et capable de piloter de manière cohérente les priorités stratégiques du PMO/PGE R** , tout en consolidant la confiance des citoyens et des partenaires nationaux et internationaux.

4.2. Réformes économiques et transformation du modèle de développement

Dans un contexte de relance post-crise et de consolidation de la gouvernance, le Gouvernement a engagé des réformes économiques visant à **transformer le modèle de développement national, renforcer le rôle du secteur privé et mobiliser des ressources pour soutenir une croissance durable et inclusive** .

▪ **Changement de paradigme économique : de la rente à la création de valeur**

Le Gouvernement a promu un **modèle économique orienté vers la productivité, l'innovation et la création de richesse** , rompant avec les pratiques du passé centrées sur la rente et la dépendance aux ressources limitées. Cette approche vise à stimuler l'entrepreneuriat, encourager les initiatives locales et maximiser les retombées économiques pour l'ensemble de la population.

▪ **Amélioration du climat des affaires et promotion du secteur privé**

Des mesures concrètes ont été mises en œuvre pour

faciliter l'investissement, simplifier les procédures administratives et renforcer la confiance des acteurs économiques , consolidant ainsi le rôle du secteur privé comme moteur de croissance et d'emploi.

▪ **Partenariats public-privé et investissements stratégiques**

Le Gouvernement a encouragé le **développement de partenariats public-privé ciblés** , permettant de combiner expertise, financement et innovation pour réaliser des projets structurants dans les infrastructures, l'énergie, l'eau et l'éducation, tout en assurant leur durabilité et leur impact socio-économique.

▪ **Mobilisation de financements internationaux et diplomatie économique**

Dans un contexte de transition politique, une **stratégie proactive de diplomatie économique** a été conduite pour **mobiliser des financements extérieurs, renforcer la coopération avec les partenaires techniques et financiers, et positionner Madagascar comme un acteur fiable, attractif et dynamique sur la scène régionale et internationale** . Cette approche intégrée vise à **assurer une croissance économique soutenue, équitable et durable** , tout en renforçant la crédibilité du pays auprès des investisseurs et partenaires internationaux et en préparant le terrain pour une économie résiliente et compétitive.

4.3. Réformes administratives et modernisation de l'Etat

Dans le cadre de la transformation globale de l'action publique et de la mise en œuvre du PMO/PGE-R, le

Gouvernement a engagé des réformes administratives visant à **moderniser la fonction publique, renforcer l'efficacité des services et assurer une meilleure qualité de service aux citoyens** .

▪ **Modernisation de la fonction publique et digitalisation des services**

Le Gouvernement a initié des programmes de **digitalisation des processus administratifs, de renforcement des compétences et de professionnalisation des agents publics** , afin de garantir une administration plus réactive, transparente et orientée vers les résultats. Cette transformation vise à améliorer la productivité, faciliter l'accès aux services et renforcer la confiance des citoyens dans l'action publique.

▪ **Simplification administrative et transparence des procédures**

Des mesures ont été prises pour **réduire les lourdeurs bureaucratiques, clarifier les processus décisionnels et rendre les procédures plus accessibles et compréhensibles pour les usagers** . L'objectif est de créer un environnement administratif favorable aux citoyens et aux investisseurs, tout en renforçant la responsabilité et la reddition de comptes au sein de l'État.

Ces réformes administratives constituent un **levier essentiel pour une gouvernance efficace, cohérente et orientée vers les résultats** , consolidant ainsi les fondations d'un État moderne capable de soutenir la croissance économique, l'inclusion sociale et la mise en œuvre durable des priorités stratégiques du PMO/PGE-R.

5. Gestion des crises et défis

majeurs

5.1. Réponses gouvernementales aux urgences

Face à un contexte national marqué par des tensions sociales, des crises sectorielles et des catastrophes naturelles répétées, le Gouvernement a mis en place **une approche proactive, coordonnée et axée sur les résultats** , afin d'assurer la protection des populations, la continuité des services publics et la résilience de l'État.

▪ Gestion des tensions sociales et revendications

Le Gouvernement a conduit un **dialogue social constructif et continu** avec les syndicats et les acteurs concernés, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des entreprises publiques comme ADEMA et JIRAMA. Cette approche a visé à **prévenir l'escalade des conflits sociaux, identifier des solutions consensuelles et garantir la continuité des services essentiels** .

▪ Réponse aux crises économiques, sectorielles et sanitaires

Des mesures ciblées ont été mises en œuvre pour **stabiliser les secteurs clés de l'économie, soutenir les ménages vulnérables et répondre aux urgences sanitaires telles que la propagation de la variole du singe (Mpox)** , en s'appuyant sur des dispositifs de coordination interministérielle et sur le suivi stratégique des programmes gouvernementaux.

▪ Gestion des catastrophes naturelles

Le Gouvernement a assuré **une réponse rapide et structurée face aux cyclones Gezani et Fytia** , mobilisant le Delivery Unit pour le suivi des flux financiers relatifs à la mise en œuvre de la réponse d'urgence. Il a également mobilisé la communauté internationale pour soutenir ses efforts visant notamment à apporter des aides d'urgences aux victimes et à reconstruire les régions dévastées.

- **Cas spécifiques : Polyclinique Ilafy et évacuations sanitaires**

Des interventions ciblées ont permis de **maintenir le fonctionnement des infrastructures de santé critiques** , d'assurer la prise en charge des patients dans le cadre de la dialyse et d'organiser des évacuations sanitaires d'urgence, démontrant la capacité du Gouvernement à **anticiper, coordonner et gérer efficacement des situations complexes et multidimensionnelles tout en respectant le principe d'indépendance des sociétés privées et des autres institutions publiques .**
Cette approche intégrée de gestion des crises a permis de **renforcer la résilience institutionnelle et opérationnelle de l'État** , tout en consolidant la confiance des citoyens et des partenaires dans la capacité du Gouvernement à répondre aux défis majeurs de manière transparente, responsable et efficace.

5.2. Méthode de gestion de crise

Pour faire face aux crises majeures et aux défis multidimensionnels, le Gouvernement a adopté **une approche intégrée, proactive et coordonnée** , fondée sur l'efficacité institutionnelle, la transparence et l'alignement sur les priorités nationales.

- **Coordination institutionnelle et pilotage**

stratégique

Le cyclone Gezani, particulièrement destructeur, a exigé des mesures exceptionnelles dans une situation exceptionnelle. Ainsi, la Primature a conçu et opérationnalisé un système de **pilotage et de coordination interministérielle** , renforcé par la mise en place du **Centre Opérationnel Militaro-Civil** , spécialement activé pour la gestion de la réponse d'urgence après le passage du cyclone Gezani. Ce dispositif a permis d' **articuler les actions entre les ministères, les services déconcentrés, les collectivités territoriales et les forces opérationnelles** , en essayant d'apporter une réponse rapide et structurée aux besoins critiques des populations affectées.

▪ Communication stratégique et transparente

Le Gouvernement a veillé à **maintenir une communication claire, continue et transparente** à l'attention des citoyens, des partenaires et des médias, afin d'informer en temps réel des mesures prises, de renforcer la confiance publique et de limiter la désinformation.

▪ Dialogue avec les parties prenantes et mobilisation de ressources

Une attention particulière a été portée au **dialogue constructif avec les acteurs locaux, la société civile, le secteur privé et les partenaires internationaux** , permettant de mobiliser efficacement les ressources humaines, techniques et financières nécessaires pour atténuer les impacts des crises et soutenir les populations vulnérables.

Cette approche méthodique et coordonnée a contribué à **renforcer la résilience institutionnelle, à optimiser l'efficacité des interventions et à démontrer la capacité du Gouvernement à gérer les crises majeures avec responsabilité et résultats mesurables** .

6. Diplomatie économique et coopération internationale

6.1. Relations avec les partenaires techniques et financiers

Le Gouvernement a placé la **diplomatie économique et la coopération internationale** au cœur de sa stratégie de développement, reconnaissant l'importance de créer un environnement favorable à l'investissement, à la stabilité macroéconomique et à la mise en œuvre des réformes prioritaires.

▪ **Partenariats multilatéraux**

Les relations avec la **Banque mondiale, le FMI, l'Union Européenne, le Système des Nations Unies et les autres bailleurs multilatéraux** ont été renforcées pour soutenir la stabilisation économique, renforcer la capacité institutionnelle et orienter les financements vers les programmes stratégiques identifiés dans le PMO/PGE-R. Ces échanges ont été conduits dans un cadre de **transparence, de responsabilité et d'alignement sur les priorités nationales** .

Une attention particulière a été portée notamment sur les négociations d'un APE complet AFOA-UE dont la signature est prévue prochainement, la préparation du dialogue de partenariat Madagascar-UE prévu par l'Accord de Samoa, ainsi que le renforcement de la coopération avec divers partenaires tels que le centre de Commerce international, la CNUCED, l'OMC et

l'Initiative globale, etc.

▪ Coopérations bilatérales et régionales

Le Gouvernement a entretenu un dialogue constructif avec les partenaires bilatéraux ainsi qu'avec les institutions régionales, notamment l' **Union africaine (UA)** et la **Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)** . Cette coopération a permis de **renforcer la stabilité politique et institutionnelle grâce à une meilleure compréhension des processus politiques engagés** , de favoriser l'investissement régional et international, et d'aligner les programmes de développement sur les standards et initiatives régionales.

▪ Mobilisation du secteur privé et financements internationaux

La participation active du **secteur privé national et international** a été encouragée pour soutenir les investissements stratégiques et les partenariats public-privé. Parallèlement, le Gouvernement a poursuivi la **mobilisation de financements internationaux** , en veillant à leur alignement avec les priorités de relance économique, de modernisation de l'État et de développement durable et inclusif.

Cette approche intégrée de la diplomatie économique a permis de **consolider la crédibilité internationale de Madagascar** , de renforcer la confiance des partenaires et de créer des conditions favorables à une coopération durable, stratégique et orientée vers les résultats.

6.2. Positionnement régional et international

Le Gouvernement a attaché une importance particulière au renforcement du **positionnement de Madagascar sur la scène régionale et internationale** , considérant la diplomatie économique et l'intégration régionale comme des leviers essentiels pour la stabilité, le développement et l'attractivité du pays.

▪ **Diplomatie économique et intégration régionale**

Madagascar a poursuivi une participation active aux initiatives régionales, notamment au sein de l'Union africaine (UA), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de la Commission de l'Océan Indien (COI), afin de promouvoir la coopération économique, faciliter les projets transfrontaliers et renforcer la résilience face aux chocs économiques et sociaux. Cette approche a également servi à assurer une harmonisation des politiques nationales avec les standards et priorités régionales, consolidant ainsi la crédibilité et l'influence du pays.

▪ **Promotion de Madagascar comme partenaire stable et attractif pour l'investissement**

Le Gouvernement a mis en œuvre des mesures et des communications stratégiques pour **valoriser Madagascar comme un partenaire fiable et attractif pour les investisseurs internationaux** , tout en soulignant la mise en place d'un cadre institutionnel renforcé, la transparence dans la gestion publique et l'engagement envers des réformes économiques durables. Cette stratégie visait à **attirer des investissements ciblés** , soutenir la croissance inclusive et stimuler le développement des secteurs productifs et des infrastructures clés.

Dans un contexte international complexe, marqué par la volatilité économique et les transitions politiques, cette orientation a permis à Madagascar de **préserver et renforcer ses partenariats stratégiques** , tout en positionnant le pays comme un acteur responsable et dynamique sur la scène

régionale et mondiale.

7. Résultats et impacts observés

7.1. Indicateurs de performance

Au cours des quatre mois et quelques jours de mandat, le Gouvernement a mis en place un **système structuré de suivi et d'évaluation de l'action publique** , reposant sur des indicateurs économiques, sociaux et institutionnels permettant de mesurer de manière objective les résultats obtenus et l'impact des politiques publiques engagées. Cette approche orientée vers la performance vise à renforcer la culture des résultats au sein de l'administration et à garantir une meilleure redevabilité vis-à-vis des citoyens et des partenaires du développement.

▪ Mesures économiques et financières

Les actions engagées en matière de stabilisation budgétaire et de suivi de la Loi de Finances Initiale 2026 ont contribué à préserver les équilibres macroéconomiques et à renforcer la discipline budgétaire. Les efforts ont également porté sur l'optimisation de l'allocation des ressources publiques et le soutien aux secteurs productifs afin de favoriser la relance de l'activité économique et d'améliorer la résilience du tissu économique national.

▪ Impact social et amélioration de l'accès aux services

Les interventions prioritaires du Gouvernement ont

permis d'améliorer l'accès des populations aux services sociaux essentiels et de réduire certaines vulnérabilités structurelles, notamment dans les domaines de l'eau, de la santé, de l'éducation, de l'énergie et du développement durable.

Dans le secteur de **l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène** , les investissements réalisés ont permis d'augmenter la capacité de production et de distribution d'eau potable, notamment par le renforcement des infrastructures de pompage et l'extension des systèmes d'adduction d'eau. Des progrès significatifs ont également été enregistrés dans l'installation de forages solaires, la réhabilitation de réseaux d'eau potable et la mise en place d'unités compactes de traitement, contribuant ainsi à améliorer l'accès des populations à l'eau potable et à renforcer la résilience des services face aux aléas climatiques.

Dans le domaine de **l'environnement et du développement durable** , les actions menées ont permis de sécuriser et de protéger de vastes superficies forestières, d'accélérer les efforts de reboisement et d'étendre le réseau des aires protégées. Parallèlement, les dispositifs de contrôle et de lutte contre les infractions environnementales ont été renforcés afin de préserver les ressources naturelles et de promouvoir une gestion durable des écosystèmes.

Le secteur de **l'énergie et des hydrocarbures** a connu des avancées importantes visant à sécuriser l'approvisionnement énergétique et à soutenir la transition vers des sources d'énergie plus durables. Les initiatives engagées ont permis de renforcer les infrastructures de production et de transport d'électricité, notamment à travers le développement de projets hydroélectriques et l'amélioration des réseaux de distribution. Les programmes d'électrification rurale ont également progressé, facilitant l'accès à l'électricité dans plusieurs zones enclavées et améliorant ainsi les conditions de vie

des populations. Par ailleurs, la régulation du secteur pétrolier a été renforcée afin de garantir une meilleure transparence du marché et de protéger les consommateurs. Ces efforts ont été accompagnés d'initiatives visant à promouvoir la cuisson propre, à améliorer l'efficacité énergétique et à mobiliser des financements internationaux en faveur de la transition énergétique.

Dans le domaine de **l'éducation nationale** , les actions engagées ont contribué à améliorer les conditions d'apprentissage à travers la dotation en équipements scolaires, la distribution d'intrants pédagogiques et le renforcement des systèmes d'information éducatifs. Des progrès ont également été réalisés dans l'intégration des établissements dans les dispositifs numériques de gestion scolaire et dans les initiatives visant à faciliter l'accès des enfants à l'état civil, condition essentielle pour leur scolarisation.

Le secteur de **l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique** a bénéficié d'avancées significatives, notamment par la finalisation de plusieurs habilitations d'établissements d'enseignement supérieur, la production de vaccins vétérinaires destinés à soutenir les filières agricoles et le renforcement des partenariats avec des institutions internationales telles que la Banque mondiale, l'UNESCO et diverses universités partenaires. Parallèlement, le Gouvernement a engagé **des actions concrètes de réhabilitation et d'amélioration des infrastructures universitaires** , en réponse aux préoccupations exprimées par les étudiants, notamment celles portées par la **Génération Z** . Ces interventions ont porté sur la **réhabilitation des dortoirs universitaires, l'amélioration des systèmes d'adduction d'eau potable, le renforcement de l'électrification des campus et l'amélioration générale des conditions de vie et d'apprentissage dans les universités publiques** . Ces initiatives visent à garantir un environnement universitaire plus digne, plus sûr et

plus propice à la réussite académique des étudiants, tout en contribuant à apaiser les tensions sociales observées dans certains campus.

Elles traduisent également la volonté du Gouvernement de **placer la jeunesse au cœur des priorités nationales** , en reconnaissant que l'amélioration des conditions d'études constitue un levier essentiel pour renforcer le capital humain et préparer l'avenir scientifique, technologique et économique de Madagascar. Dans cette dynamique, **des réformes réglementaires et institutionnelles** ont également été engagées afin de moderniser la gouvernance de la recherche, d'améliorer la coordination entre universités et centres de recherche et de renforcer les capacités scientifiques nationales au service du développement du pays.

Les initiatives menées dans le domaine de **la jeunesse et des sports** ont permis de promouvoir l'engagement citoyen et l'insertion socio-économique des jeunes. Des programmes de formation à l'entrepreneuriat, de volontariat et de mobilisation communautaire ont été mis en œuvre afin d'encourager l'autonomisation des jeunes et leur participation active au développement national. Par ailleurs, des activités sportives éducatives et des initiatives de promotion du sport ont contribué à renforcer la cohésion sociale et à valoriser le potentiel de la jeunesse malagasy.

Dans le secteur de **la santé** , les efforts ont porté sur le renforcement des campagnes de vaccination, notamment contre le papillomavirus humain et la rougeole, ainsi que sur la prise en charge des populations vulnérables. La distribution de kits d'urgence, la mise en service de nouveaux centres de santé de base et le déploiement de programmes de vaccination ont permis d'améliorer la couverture sanitaire et de renforcer la résilience du système de santé face aux risques épidémiques, notamment la variole du singe (MPOX).

- **Amélioration de la gouvernance et de la transparence**

institutionnelle

La mise en œuvre du PMO/PGE-R, combinée à une coordination interministérielle renforcée et au renforcement des structures de pilotage au sein de la Primature, a permis d'améliorer la cohérence de l'action gouvernementale et de renforcer les mécanismes de transparence et de redevabilité. Ces avancées ont contribué à consolider la crédibilité institutionnelle du Gouvernement et à offrir aux citoyens ainsi qu'aux partenaires internationaux une vision plus claire, structurée et mesurable des politiques publiques engagées.

Cette approche fondée sur la performance et sur l'obtention de résultats tangibles a permis de poser les bases d'une **gouvernance moderne, responsable et orientée vers les résultats** , capable de soutenir durablement les efforts de développement économique et social du pays tout en renforçant la confiance entre l'État et les citoyens.

7.2. Perceptions des acteurs

La mise en œuvre des actions gouvernementales a été suivie de près par l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux, permettant de mesurer non seulement les résultats tangibles, mais également la **perception et la confiance envers l'action publique** .

▪ **Secteur privé et acteurs économiques**

Le secteur privé a reconnu les efforts du Gouvernement pour **stabiliser l'environnement économique** , renforcer le climat des affaires et promouvoir les investissements productifs. Les initiatives telles que le soutien aux partenariats public-privé et les Assises Nationales sur la Relance Économique ont été perçues comme des signaux forts d'engagement pour **favoriser**

l'entrepreneuriat et stimuler la croissance inclusive .

- Société civile et citoyens

La société civile et les citoyens ont apprécié la **réactivité face aux crises sociales et aux besoins des populations vulnérables** , notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'accès aux services de base. La mise en place de mécanismes de dialogue social et la transparence accrue dans la gestion des politiques publiques ont contribué à **restaurer progressivement la confiance des citoyens envers les institutions** .

- **Partenaires internationaux**

Les partenaires techniques et financiers ainsi que les institutions régionales et internationales ont suivi attentivement les actions du Gouvernement. Si la prudence initiale avait conduit à une suspension temporaire de certains financements, l' **engagement à renforcer la gouvernance, la discipline budgétaire et la mise en œuvre du PMO/PGE-R** a été perçu comme un signal positif pour la **reprise progressive des appuis et le renforcement de la crédibilité internationale** de Madagascar.

Dans l'ensemble, ces perceptions confirment que l'action gouvernementale, orientée vers les résultats et la responsabilité, a permis de **poser les bases d'une gouvernance saine, plus crédible et d'un développement durable et inclusif** , renforçant ainsi la légitimité du Gouvernement et sa capacité à mobiliser acteurs nationaux et partenaires internationaux.

8. Contraintes rencontrées

8.1. Contraintes institutionnelles

La période de quatre mois et quelques jours a mis en lumière certaines contraintes structurelles qui ont influencé la capacité du Gouvernement à agir rapidement et efficacement.

▪ **Composition hétéroclite du Gouvernement** : La diversité des profils ministériels, bien qu'enrichissante sur le plan stratégique, a nécessité un effort soutenu de **coordination et d'harmonisation des priorités** , afin d'assurer une action gouvernementale cohérente et alignée sur les objectifs définis dans le PMO/PGE-R.

▪ **Limites structurelles de l'administration** : Les capacités opérationnelles des services publics, notamment en termes de ressources humaines, de procédures et de systèmes de gestion, ont constitué un facteur limitant pour la mise en œuvre rapide de certaines réformes et programmes prioritaires.

▪ **Coordination interinstitutionnelle** : La synergie entre ministères, organismes publics, services déconcentrés et collectivités territoriales, indispensable pour la réussite des politiques publiques, a parfois été freinée par des **mécanismes de coordination encore perfectibles** , soulignant la nécessité de renforcer les structures de pilotage et le suivi stratégique des réformes.

▪ **Disponibilité différée des rapports d'audit commandités par la Primature** : Dans le cadre de sa mission de pilotage et d'amélioration continue de l'action publique, la Primature a commandité

plusieurs missions d'audit auprès de la Cour des Comptes sur des thématiques présentant un intérêt stratégique pour la conduite des politiques publiques.

Toutefois, les rapports issus de ces missions n'ont pas été transmis dans les délais permettant leur exploitation par la Primature pour l'exercice de ses fonctions de coordination et d'orientation de l'action gouvernementale. Cette situation a limité la capacité du Gouvernement à mobiliser, en temps utile, les analyses et recommandations issues de ces travaux pour éclairer la prise de décision et renforcer l'efficacité des politiques publiques.
Ces contraintes, bien qu'importantes, ont servi de **levier pour réformer et moderniser l'administration** , renforçant la capacité du Gouvernement à conduire des politiques publiques efficaces, transparentes et orientées vers les résultats.

8.2. Contraintes économiques

La période de transition et d'action gouvernementale a été marquée par des **contraintes économiques significatives** , qui ont influencé la capacité de l'État à répondre pleinement aux attentes sociales et aux ambitions de développement.

▪ **Ressources budgétaires limitées** : La mobilisation de recettes publiques suffisantes pour financer les priorités nationales a été un défi majeur, en particulier dans un contexte où la demande sociale et les investissements stratégiques nécessitaient une allocation prudente et efficace des fonds disponibles.

▪ **Pressions macroéconomiques et inflation** : L'environnement économique national, caractérisé par une inflation élevée et une croissance modérée, a

exercé une pression sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la soutenabilité des finances publiques, rendant nécessaire une **gestion rigoureuse et orientée vers les résultats** des ressources publiques.

Ces contraintes ont renforcé l'importance d'adopter des **arbitrages stratégiques** , de prioriser les investissements structurants et d'assurer une discipline budgétaire stricte, tout en maintenant un engagement ferme envers la protection sociale et la relance économique.

8.3. Contraintes politiques et sociales

La période d'action gouvernementale a été marquée par des **défis politiques et sociaux importants** , qui ont nécessité une approche équilibrée, proactive et orientée vers le dialogue.

▪ **Gestion des attentes citoyennes** : La jeunesse, en particulier le mouvement Gen Z, a exprimé des **attentes fortes et immédiates** concernant l'emploi, le pouvoir d'achat, l'accès aux services sociaux et la gouvernance transparente. Répondre à ces exigences tout en respectant les contraintes institutionnelles et financières a représenté un défi majeur pour le Gouvernement.

▪ **Tensions sociales et mobilisation collective** : Les mouvements sociaux, grèves et autres mobilisations ont mis en lumière la nécessité d'un **dialogue social structuré** , d'une médiation efficace et d'une communication transparente, afin de prévenir l'escalade des tensions tout en maintenant la continuité des services publics et la stabilité institutionnelle.

Ces contraintes ont renforcé la nécessité d'un

leadership stratégique , capable de concilier réformes structurelles, discipline budgétaire et inclusion sociale, tout en consolidant la confiance des citoyens et des partenaires nationaux et internationaux.

9. Enseignements et leçons tirées

9.1. Sur la gouvernance publique

L'expérience des quatre mois et quelques jours du Gouvernement a mis en évidence que la **bonne gouvernance repose sur une coordination étroite et un pilotage centralisé** , permettant d'assurer la cohérence entre les politiques sectorielles et les priorités nationales.

Elle a également souligné la **nécessité d'une administration performante, responsable et orientée vers les résultats** , capable de traduire les orientations stratégiques en actions concrètes, tout en garantissant transparence, redevabilité et confiance auprès des citoyens et des partenaires nationaux et internationaux.

Cette période a confirmé que la **synergie entre la Primature, les ministères et les services déconcentrés** est un levier essentiel pour renforcer

l'efficacité de l'action publique et accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles et institutionnelles.

9.2. Sur les politiques économiques

L'expérience gouvernementale a confirmé que **la stabilité macroéconomique constitue un levier fondamental pour soutenir la croissance, préserver le pouvoir d'achat des ménages et attirer les investissements nationaux et internationaux** . La gestion prudente des finances publiques et le respect des engagements budgétaires ont été essentiels pour renforcer la confiance des acteurs économiques et des partenaires.

Par ailleurs, cette période a mis en lumière **le rôle clé du secteur privé et des partenariats stratégiques** , tant nationaux qu'internationaux , dans la dynamisation de l'économie et la création d'opportunités pour la jeunesse. Le Gouvernement a ainsi réaffirmé que **la collaboration entre l'État et le secteur privé, appuyée par des cadres réglementaires clairs et transparents, est indispensable pour traduire les priorités de développement en résultats concrets et durables** .

9.3. Sur la conduite des réformes

La période de quatre mois a démontré que **le leadership politique, porté par la Primature, constitue un facteur déterminant pour impulser et maintenir le rythme des réformes** , en garantissant la cohérence entre orientations présidentielles, priorités sectorielles et capacités opérationnelles de l'administration.

Parallèlement, **le dialogue continu avec les acteurs nationaux et internationaux s'est révélé indispensable pour construire la confiance, mobiliser des ressources complémentaires et assurer l'adhésion aux changements proposés** . Cette approche inclusive a permis d'anticiper les résistances, d'adapter les mesures aux réalités du terrain et de positionner Madagascar comme un pays engagé dans la modernisation de ses institutions et l'efficacité de son action publique.

En somme, la réussite de toute réforme repose sur la combinaison d'un pilotage politique clair, d'une coordination institutionnelle rigoureuse et d'une communication transparente avec l'ensemble des parties prenantes.

10. Perspectives et recommandations

10.1. Chantiers à poursuivre

Dans la continuité des actions déjà engagées, le Gouvernement identifie **des chantiers structurants essentiels pour consolider les bases de la refondation nationale** . Ces priorités incluent :

- **La poursuite des réformes économiques** , visant à renforcer le climat des affaires, promouvoir l'investissement productif et développer des partenariats public-privé stratégiques, tout en stimulant l'innovation et l'entrepreneuriat local.

- **La modernisation de l'État et de son administration** , à travers la digitalisation des services publics, la simplification des procédures et le

renforcement des capacités institutionnelles pour un pilotage plus efficace et responsable.

▪ **La consolidation de la gouvernance et de la transparence** , avec un suivi rigoureux de la mise en œuvre des politiques publiques, la promotion continue de la légalité des actions gouvernementales et de l'Etat de droit, la lutte continue contre la corruption et l'alignement systématique des initiatives sur les priorités nationales et les engagements internationaux.

Ces chantiers visent à créer un **cadre durable et inclusif auquel adhèrent toutes les parties prenantes** , capable d'assurer la stabilité macroéconomique, la cohésion sociale et la crédibilité internationale du pays, tout en préparant Madagascar à relever les défis futurs et à saisir les opportunités de croissance.

10.2. Priorités pour les prochains mois

Dans la continuité de la dynamique instaurée au cours des quatre mois et quelques jours écoulés, **des priorités opérationnelles à court terme** , visant à consolider les acquis et à préparer un développement durable et inclusif, sont identifiées :

▪ **Relance économique et développement inclusif** : Poursuivre les mesures de stimulation des secteurs productifs, soutenir l'entrepreneuriat notamment des TPME, renforcer les partenariats public-privé et promouvoir des investissements ciblés dans les infrastructures, l'énergie et l'eau. Ces actions visent à générer une croissance soutenue, créer des emplois et améliorer les opportunités économiques pour l'ensemble de la population, avec un accent particulier sur la jeunesse et les populations vulnérables ainsi que les zones sensibles.

▪ **Amélioration du climat social et prévention des tensions** : Renforcer le dialogue social et la concertation avec les syndicats, la société civile et les acteurs locaux afin d'anticiper et de gérer les tensions. Déployer des programmes sociaux ciblés et des mesures d'urgence pour répondre aux besoins immédiats des ménages vulnérables, tout en consolidant la cohésion nationale et la confiance des citoyens dans l'action publique.

▪ **Consolider la confiance des partenaires régionaux et internationaux** pour qu'ils continuent à accompagner les réformes structurelles engagées par le Gouvernement et soutenir les actions prioritaires menées dans le cadre de la mise en œuvre du PMO/PGE-R.

Ces priorités constituent **le socle opérationnel permettant de traduire la vision stratégique du PMO/PGE-R en résultats tangibles** , tout en renforçant la crédibilité et la légitimité du Gouvernement auprès des citoyens, des partenaires nationaux et internationaux.

10.3. Vision pour l'avenir de Madagascar

Il serait opportun d'avoir une **vision claire et ambitieuse pour Madagascar** , fondée sur des principes de durabilité, d'efficacité et d'inclusion :

▪ **Développement durable et croissance inclusive** : Promouvoir une économie résiliente et équitable, capable de générer des opportunités économiques pour tous les citoyens, tout en préservant les ressources naturelles et en consolidant la sécurité alimentaire, énergétique et environnementale.

▪ **État efficace et orienté vers les résultats** : Construire une administration publique performante,

transparente et responsable, capable de piloter les politiques publiques avec rigueur, d'optimiser l'utilisation des ressources et d'assurer la mise en œuvre effective des réformes du PMO/PGE-R.

- **Cohésion nationale et inclusion sociale** : Renforcer le dialogue social, l'engagement citoyen et la participation de tous les acteurs, en particulier la jeunesse, afin de consolider l'unité nationale, réduire les inégalités et garantir que les bénéfices du développement soient partagés de manière équitable sur l'ensemble du territoire.

Cette vision constitue **le socle stratégique qui guidera l'action gouvernementale** , en offrant aux citoyens, aux partenaires internationaux et au secteur privé un cadre clair et crédible pour soutenir le développement durable et inclusif de Madagascar.

Conclusion

Au terme de ces quatre mois et quelques jours d'action gouvernementale, une conviction s'impose avec force: **même dans un temps relativement court, il est possible d'engager des dynamiques de transformation lorsque la volonté politique, la coordination institutionnelle et l'engagement des acteurs convergent vers un objectif commun** .

Les actions présentées dans ce Livre Blanc témoignent des efforts entrepris pour répondre aux préoccupations immédiates de la population, améliorer la gouvernance publique et poser les bases de réformes structurelles indispensables au développement du pays. Elles illustrent également la

détermination du Gouvernement à **conduire l'action publique avec rigueur, transparence et sens des responsabilités** .

Toutefois, ce document ne prétend pas que tous les défis ont été résolus. Madagascar demeure confronté à des enjeux économiques, sociaux et institutionnels complexes qui nécessitent **des efforts soutenus, une continuité des réformes et une mobilisation collective durable** .

Les transformations profondes auxquelles aspire la Nation ne peuvent se construire ni dans la précipitation ni dans l'isolement. Elles exigent **le dialogue, la concertation et la confiance entre les institutions et les citoyens** , ainsi qu'un engagement constant en faveur de l'intérêt général.

C'est dans cet esprit que le Gouvernement a encouragé les initiatives de concertation nationale, renforcé les mécanismes de pilotage stratégique et soutenu les réformes visant à moderniser l'État et à améliorer les conditions de vie de la population.

L'avenir de Madagascar repose sur **la capacité de la Nation à transformer les défis en opportunités** , à valoriser les talents de sa jeunesse et à mobiliser ses ressources humaines et naturelles au service d'un développement durable et inclusif.

Ainsi, ce Livre Blanc ne marque pas seulement la fin d'une séquence gouvernementale. Il constitue également **une invitation à poursuivre le chemin des réformes, avec lucidité, détermination et espérance** .

Car l'histoire d'une nation se construit dans la durée.

Et chaque action responsable, chaque réforme courageuse, chaque engagement sincère au service du bien commun **contribue à écrire les fondations d'un Madagascar plus fort, plus juste et tourné vers l'avenir** .

Avec toute ma gratitude et mes souhaits de bonne chance à ma chère patrie : Vive Madagascar

Herintsalama Andriamasy Rajaonarivelo

Postface

COMMUNIQUE

Suite à la décision du Président de la Refondation de la République de Madagascar, le Colonel Michaël RANDRIANIRINA, mes fonctions de Premier Ministre de la Refondation ont pris fin en date du 9 mars 2026. Je le remercie pour la confiance qu'il a su mettre en moi durant ces quatre mois.

Je tiens à adresser mes remerciements les plus profonds au peuple Malagasy de m'avoir permis de mener ma mission pour le bien-être de la Nation. Une gratitude particulière à la Gen Z d'avoir libéré ce pays et de m'avoir prodigué des conseils qui ont illuminé mes décisions.

A mes amis du Secteur Privé, je vous sais gré pour votre soutien continu et indéfectible aux réformes et politiques publiques mises en œuvre.

Merci aux Partenaires Techniques et Financiers, notamment l'Union Européenne, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, le Système des Nations Unies pour l'aide apportée à la Refondation de la Nation.

Mes remerciements vont également à l'OMS, l'OCHA, à la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge et les autres généreux donateurs lors des réponses face aux terribles cyclones Fytia et Gezani. Le relèvement et la reconstruction seront longues et pénibles suite à ces deux catastrophes, et mes pensées fraternelles vont vers les victimes pour leur souhaiter de reprendre le plus vite possible une vie normale, voire meilleure.

Mes remerciements respectueux également à Son Eminence le Cardinal Désiré Tsarahazana, aux Chefs d'Eglises de la FFKM et de la communauté musulmane, ainsi qu'à tous les chefs religieux et traditionnels qui ont été à mes côtés tout au long de ma mission.

J'adresse mes remerciements à toute l'équipe de la Primature, aux membres du Gouvernement, aux élus et à tous les fonctionnaires qui ont assuré leurs responsabilités administratives avec courage et zèle.
L'équipe que j'ai dirigée a fait de son mieux pour rétablir la confiance des partenaires, répondre aux chocs, améliorer la transparence et la prévisibilité du cadre macro-économique avec des résultats palpables.

Aussi, j'accepte sereinement et sans réserve la décision du Président de la Refondation de mettre fin à mes fonctions de Premier Ministre par le Décret d'abrogation en date du 9 Mars 2026.

Je souhaite plein succès à mon successeur et souhaite de tout mon cœur que la paix et l'harmonie règnent sur notre beau pays.

Fait à Antananarivo, le 10 mars 2026
L'Ancien Premier Ministre

Herintsalama Andriamasy RAJAONARIVELO